

Déclaration préalable au CDEN du vendredi 28 Juin 2019

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Monsieur l’Inspecteur d’Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Après une année d’actualités brulantes pour la Fonction Publique et en ce qui nous concerne, pour l’Education Nationale, l’épisode caniculaire connu par notre territoire nous met face, une fois de plus, à des décisions précipitées. Le report du DNB, examen national, peut s’entendre et ne peut donner lieu à un traitement différent d’un territoire à l’autre. Pour autant, était-ce la seule solution dans un délai aussi contraint. L’Unsa Education, attachée à l’évaluation par compétences aurait pu accepter qu’exceptionnellement, cette session 2019 ne porte que sur le contrôle continu. Autre solution, seules les épreuves du matin auraient pu être maintenues ou partiellement regroupés sur les matinées. Ces solutions auraient eu moins d’impact sur l’organisation des établissements, auraient généré moins de stress pour les jeunes candidats et auraient moins pénalisé certaines familles qui avaient déjà pris des dispositions et engendré des frais conséquents.

Au-delà de la critique qui pourrait paraître aisée, c’est une réflexion plus globale que l’Unsa Education souhaite avoir au regard de cet épisode caniculaire qui pourrait se répéter, au vu des dérèglements climatiques que connait notre planète. L’école doit mieux s’adapter face aux fortes chaleurs : architecture et équipements favorisant la fraîcheur, recommandations pratiques prévues à l’avance, en fonction d’indicateurs de température bien définis, pour la santé des élèves et des personnels, notamment pour ceux dont la situation est fragile (grossesse, maladie, handicap…). Les organisations syndicales et la FCPE ont demandé au ministre de diffuser des consignes rappelant notamment la possibilité de procéder partout où cela s’avère nécessaire à la fermeture des écoles, notamment là où les équipes enseignantes l’estiment indispensable.

Coup de chaud également sur la Fonction Publique : Une seule certitude à l’issue de la réunion du 18 juin : il n’y aura pas de revalorisation de la valeur du point d’indice en 2020. Les annonces concrètes en faveur du pouvoir d’achat de tous les agents contractuels et titulaires manquent cruellement à l’appel ! L’Unsa Education exige une politique salariale qui reconnaisse davantage le travail, les qualifications et l’engagement professionnel de toutes et tous les agent-es. Le 7ème baromètre des métiers de l’Unsa Education montre clairement une dépression dans la sphère enseignante. La politique de M. BLANQUER est loin d’installer un anticyclone pour les années à venir.

Si nos collègues sont toujours très nombreux à aimer leur profession (92,7%) et à être heureux de l’exercer (78,7%), de nombreux indicateurs montrent une incompréhension voire une opposition aux politiques menées dans leur secteur d’activité.

Ainsi seulement 10,4% des personnels de l'éducation se disent en accord avec les choix politiques faits contre 20,8% en 2018. Ils ne sont même que 6,5% chez les enseignants. Nous assistons à une dégradation des conditions de travail. Et seulement 34,8% ressentent de la reconnaissance et du respect dans leur pratique professionnelle (pour 44,1% en 2018).

Il est indispensable que notre Ministre entende ses personnels sur l’ensemble du territoire et que les dirigeants locaux lui fassent remonter ce mécontentement.

Parmi les sujets douloureux qui préoccupent notre fédération, la situation des 70 millions de réfugiés dans le monde, soit l’équivalent de la population française ne peut nous laisser de glace. Encore moins à la diffusion des images insoutenables de ce père salvadorien de 25 ans et de sa fille de 23 mois gisant morts sur la rive du Rio Bravo. Images insoutenables, certes mais qui sont l’illustration ponctuelle d’un seul drame parmi de nombreux drames quotidiens vécus par des familles sur notre planète. C’est pour cette raison que l’Unsa Education, par le SE-Unsa, a répondu à l’appel lancé en faveur des familles et de leurs enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires du Peyrouat, aux collèges Victor Duruy et Jean Rostand et au conservatoire des Landes. Face à l’urgence, nous avons un devoir d’obéissance à notre devoir de protection des enfants. Le défi s'impose à nous, éducation nationale, d’accueillir au mieux et de proposer une scolarisation efficiente qui dispose de moyens réels pour les accompagner et leur donner de réelles chances d'acquisition de compétences sociales, culturelles, scolaires, professionnelles...

Concernant les ajustements de carte scolaire dans le 1er et le 2nd degré dans les Landes, nous souhaitons remercier particulièrement les services de la DSDEN. Si le dialogue social est rompu avec le ministère, au niveau local, l’administration continue de travailler avec nous, parfois dans des conditions très difficiles. Nous faisons référence notamment à la lettre de cadrage ministérielle demandant aux personnels administratifs des rectorats et des DSDEN de travailler pendant le week-end sur la période du mouvement 1er degré. Si cela n’a pas été le cas dans les Landes, pour autant nos collègues ont multiplié les heures supplémentaires pour rendre opérationnel un logiciel imposé dans la précipitation. Nous remercions Monsieur l’Inspecteur d’Académie de nous accorder un groupe de travail le 2 juillet pour traiter les situations d’ouvertures et de fermetures de classe dans le 2nd degré. Les inquiétudes sont nombreuses sur les collèges landais. Des niveaux sont encore une fois en tension, notamment du fait de la non prise en compte de l’inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers. A l’heure où 18 PIAL sont annoncés dans le département à la rentrée, nos inquiétudes concernent les personnels accompagnants sont nombreuses. L’harmonisation de leur temps de travail ne doit pas conduire à une perte de salaire pour ces personnels déjà en grande précarité. De plus, des enseignants d’ULIS de collèges nous informent qu’ils et elles sont désigné.e.s d’office comme enseignant.e.s référents en charge du pilotage de ce nouveau dispositif, avec ou sans leur accord. La parution très tardive de la circulaire sur l’Ecole Inclusive fait naître le doute sur la concrétisation à la rentrée d’un certain nombre de mesures, ceci d’autant plus qu’aucuns moyens supplémentaires ne sont annoncés. La rationalisation de l’accompagnement humain est la motivation première de ce texte. Les personnels auront du mal à y trouver leur compte.

Dans le 1er degré, malgré des moyens très contraints, et grâce à un dialogue de gestion de proximité qui a su prendre en compte l’avis des partenaires sociaux que nous sommes, nous avons pu répondre à quelques situations les plus préoccupantes. Ceci nous confirme dans notre place de partenaires incontournables dans les opérations de carte scolaire comme dans les opérations de gestion de carrière des personnels. C’est pourquoi nous ne pouvons accepter la transformation de la Fonction Publique et les mesures corolaires qui visent à nous en exclure et à isoler une profession en manque de confiance et de reconnaissance de son Ministère. Une profession qui n’a de cesse d’ouvrer pour un service public de qualité au bénéfice de tous les élèves, quels soient leurs origines, leurs parcours, leurs difficultés et leurs différences. L’Unsa Education mènera ce combat et l’épisode caniculaire n’altèrera en rien notre motivation.

Merci pour votre écoute

Pour l’Unsa Education,

Anne Marie DARTHOS Elodie DARZACQ Sophie MERCADAL Christophe NOWACZECK